

# **Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015**

24 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

## **Première session**

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

## **Garanties**

### **Document de travail présenté par le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires\*\***

1. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires exprime sa vive préoccupation face au recours croissant à l'unilatéralisme et aux prescriptions imposées unilatéralement et, dans ce contexte, souligne et affirme avec insistance que le multilatéralisme et les solutions adoptées au niveau multilatéral, conformément à la Charte des Nations Unies, sont le seul moyen viable de traiter les questions de désarmement et de sécurité internationales. À cet égard, le Groupe souligne que le mécanisme multilatéral établi par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est le moyen le plus indiqué de traiter des questions de vérification et de garanties. Dans le même temps, il insiste sur le fait que l'AIEA doit mener ses activités en matière de garanties et de vérification dans le respect des dispositions de son statut et des termes des accords de garanties généralisées.

2. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne l'importance du système de garanties de l'AIEA et engage instamment tous les États qui n'ont pas encore appliqué les accords de garanties généralisées à le faire dès que possible, afin d'assurer l'universalité des garanties généralisées. La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 a considéré que c'était l'un des principaux objectifs à atteindre pour consolider et améliorer le système de vérification du régime de non-prolifération. Néanmoins, le Groupe estime que de nouvelles mesures relatives aux garanties n'affecteront pas les droits des États non dotés de l'arme nucléaire et parties au Traité, qui sont déjà attachés à la cause de la non-prolifération des armes nucléaires et ont renoncé à l'option nucléaire. Le Groupe exprime aussi son rejet total de toute tentative par un État membre d'utiliser le programme de coopération technique de l'AIEA comme instrument à des fins politiques contraires au statut de l'Agence.

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 avril 2013).

\*\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



3. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne que le strict respect des garanties généralisées de l'AIEA et des dispositions du Traité est la condition préalable de toute coopération dans le domaine nucléaire avec des États qui ne sont pas parties au Traité ainsi que de tout accord prévoyant la fourniture à de tels États de matières brutes ou de produits fissiles spéciaux, ou d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux.

4. Le Groupe demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait, d'adhérer au Traité, sans retard ni condition préalable, en qualité d'États non dotés de l'arme nucléaire, et de soumettre toutes leurs installations nucléaires aux garanties généralisées de l'AIEA. Il propose que les États dotés de l'arme nucléaire s'engagent à accepter les garanties généralisées. Ceci devrait se faire dans le cadre d'un accord à négocier et conclure avec l'AIEA en conformité avec le statut de l'Agence, à seule fin de vérifier l'exécution des obligations contractées par les États dotés de l'arme nucléaire aux termes du Traité, en vue de compiler des données de référence dans la perspective d'un désarmement futur, d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires et d'interdire le transfert à tous les États qui ne sont pas parties au Traité, sans exception, de tous équipement, renseignements, matières, installations, moyens et dispositifs se rapportant au nucléaire ainsi que la fourniture aux mêmes États d'une assistance dans les domaines des sciences et techniques nucléaires.

5. Le Groupe confirme que tous les États parties au Traité doivent s'abstenir de transférer aux États non parties au Traité des technologies et des matières nucléaires à moins que celles-ci ne soient soumises aux garanties généralisées de l'AIEA. Il confirme également à cet égard que les obligations souscrites en vertu de l'article III du Traité en ce qui concerne la vérification de la nature pacifique des programmes nucléaires offrent des assurances crédibles qui doivent permettre aux États parties de procéder aux échanges d'équipements, de matières et de technologies nucléaires à des fins pacifiques, comme le prévoit l'article IV. De ce fait, les États parties au Traité sont invités à s'abstenir d'imposer ou de maintenir des restrictions ou limitations au transfert d'équipement, de matières et de technologies nucléaires aux États parties soumis aux garanties généralisées.

6. Le Groupe reconnaît pleinement le rôle joué par l'AIEA, organisme indépendant, intergouvernemental et fondé sur la science et la technologie, qui est la seule autorité compétente chargée de vérifier et d'assurer le respect par les États parties des accords de garanties qu'ils ont conclus en vertu des obligations qui leur incombent au titre du premier paragraphe de l'article III du Traité, en vue d'empêcher que l'utilisation de l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses fins pacifiques vers la fabrication d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires.

7. Le Groupe souligne qu'il est fondamental de faire la distinction entre les obligations juridiques et les mesures volontaires de confiance, afin d'éviter que ces mesures ne deviennent des obligations juridiques en matière de garanties. À cet égard, le Groupe souligne également que l'AIEA doit éviter tout abus de pouvoir qui compromettrait son intégrité et sa crédibilité. Il demande instamment aux États parties au Traité de préserver et de renforcer le caractère technique de l'AIEA conformément à ce que prévoit son statut.

8. En ce qui concerne les garanties, le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité est convaincu que le caractère différencié des obligations financières souscrites par les États membres de l'AIEA devrait être reconnu et respecté par elle dans son action.

9. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tout en insistant sur l'importance des garanties et la nécessité de respecter les principes de confidentialité les concernant, souligne la responsabilité essentielle qui incombe à l'AIEA dans ce domaine. Étant donné que l'Agence est la seule organisation qui reçoit des informations hautement confidentielles et sensibles sur les installations nucléaires des États membres, et compte tenu des cas regrettables de fuite d'information qui se sont produits, le Groupe insiste sur le fait que le caractère confidentiel de ces informations doit être entièrement respecté et que le mécanisme de protection de ces informations doit être renforcé. De l'avis du Groupe, ces informations ne devraient en aucun cas être fournies à ceux qui ne sont pas autorisés par l'Agence.

10. Dans ces conditions, le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demande l'application de la résolution GC(54)/RES/11 adoptée par la Conférence générale de l'AIEA à sa cinquante-quatrième session et portant sur le renforcement de l'efficacité et l'amélioration de l'efficacité du système des garanties et l'application du modèle de protocole additionnel, par laquelle celle-ci, « soulignant l'importance de maintenir et d'observer pleinement le principe de confidentialité pour toutes les informations relatives à l'application des garanties conformément au statut et aux accords de garanties de l'Agence », a pris note « des préoccupations exprimées par le Directeur général sur la nécessité de protéger les informations confidentielles relatives aux garanties au sein du secrétariat et des nouvelles mesures qu'il a annoncées pour protéger ces informations » et, en conséquence, l'a prié instamment « d'exercer la plus grande vigilance en veillant à ce que les informations confidentielles relatives aux garanties soient correctement protégées et de continuer à examiner et à actualiser la procédure en vigueur de protection des informations confidentielles relatives aux garanties ».

11. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne qu'il importe que les rapports présentés à l'AIEA sur l'application des garanties restent factuels, conservent leur caractère technique et renvoient aux dispositions pertinentes des accords de garanties.

12. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne la nécessité de respecter scrupuleusement les dispositions du statut de l'AIEA, notamment l'article 12 qui définit le mandat de l'Agence en matière de vérification de la mise en œuvre des accords de garanties généralisées et eu égard en particulier au fait que tout non-respect doit en premier lieu être signalé aux inspecteurs de l'Agence.

13. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme le rôle statutaire qui incombe à l'AIEA en matière de désarmement nucléaire, notamment la soumission aux garanties des matières nucléaires provenant du démantèlement d'armes nucléaires et considère que l'Agence a la capacité de s'assurer de l'application des accords de désarmement nucléaire.

14. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires se dit vivement préoccupé par certaines tentatives politiques unilatérales visant à entraver l'exercice du droit inaliénable qu'ont les États parties de développer la recherche, la production et l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et estime, à ce propos, que les interprétations dans l'application des garanties ne doivent pas servir à cette fin. De l'avis du Groupe, l'article III, tout en disposant que tout État partie non doté de l'arme nucléaire s'engage à accepter les garanties stipulées dans un accord conclu avec l'AIEA, prévoit de façon tout aussi explicite que les garanties requises seront « mises en œuvre de manière à satisfaire aux dispositions de l'article IV du Traité et à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des parties au Traité, ou la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, notamment les échanges internationaux de matières et d'équipements nucléaires ».

---